LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1552
du 16 au 22 avril 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Tu m'dira qu'tu fais ton boulot, qu't'es pas payé pour le cerveau,
Heureusement qu'on t'paye pas pour ça, parce que sinon tu boufferais quoi ? »
Flic de Paris, Jehan Jonas

Cognes à tout va !

M 02137 - 1552 - F: 2,00 €

Sommaire

Commentaires sur **l'anti-sommet** OTAN, par P. Sommermeyer, *page 4*

Les **brèves** pascaliennes..., *page 8*

Patrons en **faute lourde,** par É. Vanhecke, *page 9*

Universités sur la brèche, par Coq's, *page 10*

Essoufflement **des luttes?** par P. Mignard, *page 11*

Capitalisme et..., par A. Cuenot, *page 13*

Impasse **algérienne,** par S. Rincón, *page 16*

Publications, **réunions, débats,** *page 17*

Kropotkine et **le droit de tuer,** par M. Baudoin, *page 18*

Un **zèbre** libertaire, par M. Enckell, *page 19*

Radio libertaire, les programmes de la semaine, *page 22*

L'agenda des rendez-vous militants et autres, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	20 €	27 €
6 mois, 25 n^{os}	38 €	46 €
1 an, 45 n^{os}	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Un G20 de rapaces psychotiques et contre toute évidence partisans de croissance, ignorant la faim, les révoltes de la misère. Un néo-OTAN qui se partage le monde entre capitalistes bouffis et terroristes du tiers-monde, optant pour le camp des premiers sans vergogne. De prétendues démocraties qui se retranchent des peuples avec des légionnaires armés tant ils en ont peur. C'était la sinistre ambiance du début de semaine. Mais allons ramasser les tites poules en chocolat de notre quotidien pascal : Titata, « Passer la nuit avec son patron, c'est très français », se gaussent les commentateurs étrangers observant les luttes en honneur cheu nous. Et tout ce joli monde de condamner la prétendue violence des séquestrations de patrons. Comme si perdre son emploi n'était d'une violence insupportable. En attendant, n'en déplaise à ces tartuffes offusqués, les séquestrations débouchent sur des améliorations substantielles de licenciement. Vive donc la lutte, tous les moyens sont bons, pas de pitié pour les profiteurs et les patrons félons. La preuve, Arcelor-Mittal, prévoyant comme tous les chefs d'entreprise, prépare un train de 1 000 chômedus en Lorraine. Et les commentateurs économiques – spécialistes autoproclamés – de psalmodier, en extase et les yeux blancs : « C'est le prix à payer pour la reprise. » La reprise, la reprise ! Tous à genoux, précaires et chômeurs ! Pendant ce temps, elle est pas belle la vie ? Agnès Bonfillon (!), aigrelette lèche-train aux infos du matin sur Radio-Paris (France Inter, quoi), assure en avoir marre des pleurnicheries sur la crise et les licenciements. Sans rire, elle insinue que la vilaine crise est aussi l'occasion d'une recrudescence des activités de proximité et de l'industrie culturelle : d'un côté, elle a raison ; quand on pointe à Pole Emploi, ça laisse du temps pour bader dans les musées ou fraterniser sous les ponts avec ses voisins de boîtes en carton ! Croit-elle ainsi plaire à Hees ou même à Val, huiles pressenties de Radio-France ? Elle prépare son avenir, la mignonne. Espérons qu'elle a fait le bon choix, car il n'est de Vichy qui n'ait ses tondu(e)s. À noter aussi la farce à rebondissements du projet Hadopi. Il s'agissait, pour mémoire, dans l'idée folette de nos élus moralistes, de sévir contre les contrevenants à la sainte propriété intellectuelle sur internet : Quelques « flibustiers » sociaux-traîtres, crânement planqués derrière les rideaux rouges de l'Assemblée nationale, s'envolent pour un audacieux vote de nuit. Ça n'a pas réussi à passer l'éponge sur les tintouins du maire socialo d'Hénin-Liétard mis en examen pour concussion et détournements de fonds : À sa sortie de taule un petit stage de remise à niveau chez Balkany (monsieur et madame) s'impose ! Ah, démocratie chérie quand tu nous tiens !

Strasbourg

débordements organisés et mensonges d'État

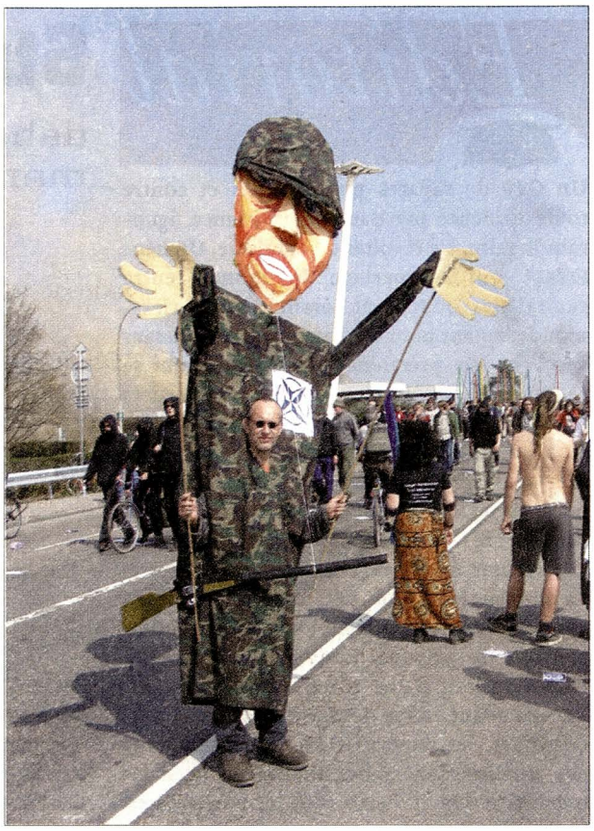
Présente dans la manifestation contre le sommet de l'OTAN, où elle a porté ses revendications antimilitaristes au sein du cortège libertaire, la Fédération anarchiste s'inscrit en faux contre les propos de la ministre des forces de répression visant à accréditer l'idée qu'elles auraient été débordées. Pendant douze heures samedi 4 avril, la quinzaine de milliers de personnes qui avait pu parvenir sur le trajet n'ont pu accomplir un geste, effectuer un déplacement, qui n'ait été contrôlé par des effectifs policiers supérieurs en nombre (11 000 français, 15 000 allemands) et dotés des équipement les plus modernes en la matière : aucun manifestant n'a pu échapper aux caméras postées sur les trois hélicoptères dont le bruit lancinant contribuait à créer une ambiance de guerre, et d'où étaient projetées des grenades lacrymogènes, pas plus qu'il n'était possible d'éviter la surveillance d'un drone, ni celle des caméscopes dont se servaient les CRS, gardes mobiles et officiers de la Bac. Aucun manifestant ne pouvait s'extraire du parcours imposé par la préfecture dans la zone portuaire, véritable souricière où tous les mouvements du cortège étaient prévus et canalisés, avec un départ au milieu d'une chicane de camions de CRS disposés pour faire un premier filtrage et, probablement, humilier et provoquer des réactions d'hostilité justifiant l'emploi de la force. Puis c'est pris en tenailles, littéralement bloqué à l'avant et à l'arrière, dans une véritable embuscade militaire, que chacun a dû, mains levées, passer devant une double haie de robocops bien décidés à briser jusqu'au bout le moral des militants qui ne pouvaient imaginer que la police d'une aussi belle démocratie pouvait se comporter avec autant de morgue, de sauvagerie, et il faut porter au crédit de la détermination calme des cortèges libertaire et kurde le fait que la fin de la manifestation ne se soit pas soldée par un affolement général et un bain de sang. Même après la dislocation, les manifestants n'ont pas eu le choix de l'itinéraire pour parcourir à pied, dans une ambiance de retraite de Russie, les dix kilomètres qui les séparaient du camp de la Ganzau ; les faits sont établis, les policiers étaient postés à chaque intersection ; à qui fera-t-on croire qu'ils étaient en nombre insuffisant ? La réalité est terrible à admettre, mais il est du devoir politique de la Fédération anarchiste de dire le vrai : cette manifestation a subi une lourde défaite ; pis, le combat revendicatif n'a pas eu lieu, tant les slogans scandés au milieu d'usines désertes paraissaient dérisoires…

Dans ces conditions, la thèse des débordements au pont de l'Europe relève du mensonge d'État, le choix a été fait de sacrifier un quartier défavorisé pour faire la part du feu, ce choix n'avait d'autre motivation que de justifier la répression et d'empêcher la population de fraterniser avec les manifestants ; le dispositif policier était au point, de l'aveu même d'Alliot-Marie, et le maire de Strasbourg, qui adopte une posture de dénonciation, était dans la confidence depuis le début ; il s'agit donc purement et simplement d'une combinaison cynique dont les habitants d'un quartier défavorisé, plus faciles à punir et à surveiller que les flux de capitaux, ont fait les frais – ce qui, à l'évidence, n'a pas suffi à désolidariser les Strasbourgeois des militants.

Pour la Fédération anarchiste, c'est le visage de la guerre des classes dans un très proche futur qui s'est dessiné à Strasbourg pendant le sommet de l'Otan, pour elle, seul un mouvement social généralisé peut vaincre la brutalité policière et débarrasser la planète des fauteurs de guerre.

Fédération anarchiste
Secrétaire aux relations extérieures

L'OTAN
Son contre-sommet



Pierre Sommermeyer

Ouf! Le sommet de l'OTAN et son pendant le contre-sommet sont terminés. En rendre compte va être tout sauf facile. Il faut que je vous dise, j'ai une indigestion de bleu et de noir. Je ne supporte plus la moindre sirène; la vue d'un représentant de la force publique me rend malade. Trop c'est trop! Je vais tenter de partager avec vous ce qui ne peut être en fin de compte qu'une vue parcellaire, individuelle et subjective. L'envie de dire: « Là, il y a les méchants, en bleu ou en noir », est passée. Ce n'est pas qu'elle ne m'a pas effleuré, c'est que j'étais au milieu, et que ce n'était pas triste, et pas joyeux non plus. Le récit qui suit n'est en aucune manière objectif. C'est celui d'un observateur engagé, enthousiasmé parfois, découragé souvent aussi, désarçonné la plupart du temps. Commençons donc par le commencement, comme dans une histoire classique. Il y avait donc au début une ville... Strasbourg.

Une ville prise au piège

Je ne savais pas ce que c'était qu'une ville prise en otage, une ville sous couvre-feu jour et nuit: c'est effrayant! La paranoïa était la règle. L'université fermée pour une semaine, toutes les écoles et les lycées du centre fermés. Une bonne partie des gens ont fui. Des magasins du centre-ville ont recouvert leurs vitrines de panneaux de bois. Plus personne dans des rues où règnent en maître des hommes en bleu gainés de cuir noir. Des barrières partout, la libre circulation du chaland nulle part. Je suis un étranger sur mon propre trottoir. Cette violence-là, moins spectaculaire que celle des Black Blocks, est bien plus forte, elle n'est pas dite, elle irradie partout, elle imprègne chaque instant; insidieuse, elle va rester dans nos mémoires, maléfique.

Chacun des rares passants est un coupable en puissance qui, à chaque pas, se dit: « Tiens, je suis passé! » Le silence de la ville morte est coupé par les sirènes hurlantes des cars bleus des gendarmes mobiles, par celles des voitures de la BAC (rigade anti-criminalité) se déplaçant à très grande vitesse au mépris du simple respect de l'environnement. Quand ces défilés passent sous mes fenêtres, je me dis: « Tiens, c'est l'argent du tiers-monde qui part en COÇ. »

Le « scandale » des drapeaux arc-en-ciel a focalisé l'émotion contestatrice des bien-pensants sur des actes policiers isolés, alors que le scandale de la mise sous séquestre de territoires et de personnes n'a gêné personne puisque c'était pour des raisons de « sécurité nationale ». Bon, laissons là cet épisode policier, allons voir ailleurs!

Le village autogéré No-Nato

Il m'est difficile de ne pas commencer par cette citation du courrier d'une lectrice, publié dans le journal local:

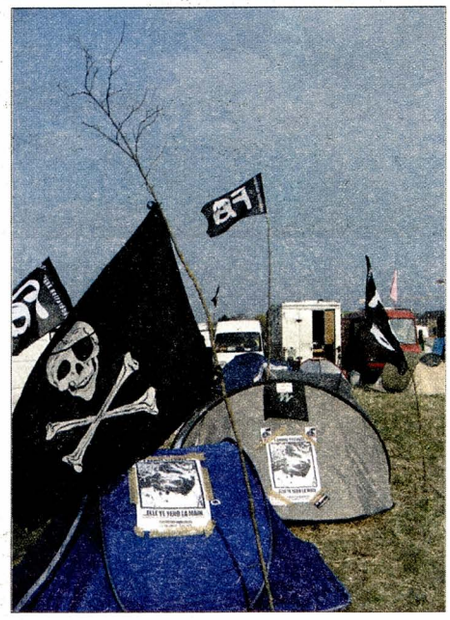
« J'assistais donc aux balbutiements de ce village éphémère, d'ailleurs très bien organisé, notons-le, sans me douter que j'allai m'immerger totalement dans cet univers l'espace de quelques jours et que je vivrai là un véritable état de siège étant dû surtout aux forces de l'ordre. »

D'une ville sous siège et contrôle...

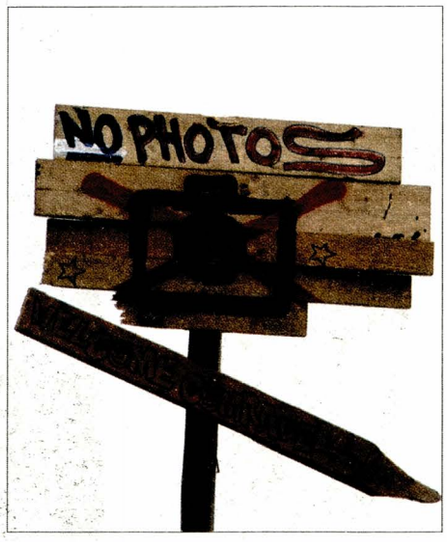
Moi, sauf le samedi 4, j'y suis allé tous les jours. J'ai assisté à la première assemblée plénière, celle du lundi 30 mars. Il s'agissait d'organiser le camp, organisation à la racine, chaque sujet était abordé dans un silence attentif, les accords, désaccords, interruptions, s'exprimant par des signes conventionnels avec les mains. Puis, rapidement, les jours suivants le village s'est étoffé, structuré en quartier différents, les *barrios*.

Le vendredi 3, je rencontre pour la deuxième fois de la journée un jeune homme, dix-neuf ans. Il habite une rue toute proche. Il a pris des photos des affrontements et espérait les vendre aux journalistes. Échec évidemment. Je parle avec lui un peu longuement. Il est étudiant en BTS management. Au bout de quelques minutes, il m'avoue son admiration pour ce village. « Mais c'est l'autogestion, s'exclame-t-il, ils n'ont besoin de personne pour s'organiser, et ça marche ! » Je le presse alors d'aller manger dans les cantines qui sont présentes. Quand je lui précise que le prix est libre, qu'il pourra donner ce qu'il veut, il ouvre des grands yeux, je ne suis pas sûr qu'il ait compris. C'est tellement loin de ses cours de management.

Les cantines sont la pointe émergée de l'autogestion villageoise. Majoritairement allemandes (une Hollandaise a été bloquée à la frontière parce que ses couteaux de cuisine pouvaient être des armes...), elles sont d'une efficacité surprenante. Rassemblées autour de longues tables, des équipes d'hommes et de femmes, quasiment à parité, préparent le repas suivant, dans la bonne humeur et les



...au village alternatif !



mains dans l'eau pour nettoyer les légumes, puisque c'est une cuisine sans viande. Ce jour-là, j'ai mangé sur place, et quand j'ai voulu laver mes couverts, ce ne fut pas possible, une équipe s'en chargeait. Chapeau !

Rendre compte de cette réalité autogestionnaire autrement que par l'écrit, c'est-à-dire par l'image, n'a pas été possible, conséquence de la défiance vis-à-vis de la presse en général, des risques d'identification par la répression et du peu d'intérêt montré par les participants à cet axe d'information. Pour moi, mes cheveux blancs comme mon habillement, normal pour la ville mais visible dans un camp ou le noir dominait, me faisaient remarquer rapidement. C'est bien un problème qu'il faudra aborder afin que ceux qui se vivent comme l'avant-garde de tels regroupements acceptent de parler, sans risque.

Ceux qui sont en noir

Jeudi 2 avril. Autour de la tente du point info, un rassemblement a lieu. Le noir prédomine. Il s'agit d'aller manifester en ville la solidarité avec l'homme qui est mort à Londres lors d'une manifestation anti-G20. Les informations, confuses alors, à ce sujet n'empêchent pas la manifestation de se mettre en route. Devant, une grande banderole portant les mots « Zusammen kämpfen » (combattons ensemble) ; derrière, des rangs serrés d'individus en noir, cagoules et capuches sur la tête. Effrayant ! Ma première réaction : j'ai refusé d'entrer dans l'armée française, ce n'est pas pour entrer dans celle-là ! Une heure plus tard, nous remonterons en voiture le parcours de la manifestation. Il est ponctué d'abribus brisés, de voitures saccagées, de groupes qui ont abandonné le combat et qui refluent vers le village refuge. L'avant-garde combattante sera bloquée aux portes du dernier faubourg de Strasbourg. C'est la fin de la lune de miel avec les autorités, commencée avec la manifestation des clowns le 1er avril à proximité du centre-ville où soixante membres de la BAC attendaient patiemment que cela dégénère.

Vendredi 3 avril, une autre manif, paisible, part accueillir les clowns arrêtés la veille et qui ont été libérés. On les rencontre à proximité du camp. Ils sont applaudis très fort. La manif tourne les pieds, retour au village. Les « forces de l'ordre » qui les suivaient ouvrent alors les hostilités, tirs de grenades assourdissantes et de lacrymogènes. Le combat reprend. Les robocops n'iront pas jusqu'au village où règne une certaine indifférence.

Samedi 4 avril. Avant 6 heures, nous avons franchi (trois vieux…) les barrages pour participer au blocage qui devait partir de la vieille université. 200 ou 300 personnes dans la nuit tentent d'aller vers le boulevard par où les VIP doivent rejoindre la passerelle sur le Rhin pour la photo officielle. Repoussés par des tirs de grenades vers le centre-ville, nous sommes pris alors dans la nasse. La police est partout. Tout se conclut dans le calme.

13 h 30, nous rejoignons sans encombre la manifestation officielle. Déjà, au loin, au-dessus du pont qui franchit le Rhin, la fumée apparaît. À notre arrivée, les bâtiments de la douane, désertés depuis des lustres, flambent. Un barrage de flics allemands sur le pont empêche la venue des manifestants pacifistes allemands qui attendent sur l'autre rive. Cela devient de plus en plus chaud ; un homme en noir grimpe le long d'un lampadaire pour décrocher une caméra urbaine qui y est fixée. Nous rejoignons l'emplacement où le rassemblement de la manif doit avoir lieu. Les gens arrivent au moment où, derrière nous, l'horizon s'obscurcit. Une fumée noire monte vers le ciel. Des tirs de grenades en descendent. L'atmosphère devient irrespirable. Le signal du départ de la manif est donné par les organisateurs, en catastrophe. Une espèce de panique commence à saisir les gens dès le départ de la tête de manif. Heureusement, deux blocs compacts se forment. Cela a pour résultat de ramener un certain calme. Le premier carré est celui des Kurdes du PKK, puis vient celui des libertaires formés par les compagnons de la FA, d'Alternative libertaire, de No Pasaran (que j'avais honteusement oublié dans mon précédent article) et de la CNT.

Une heure plus tard, ailleurs, maladroitement, difficilement, nous nous échapperons de ce traquenard ; les bleus d'un côté, les noirs de l'autre.

En guise de conclusion provisoire

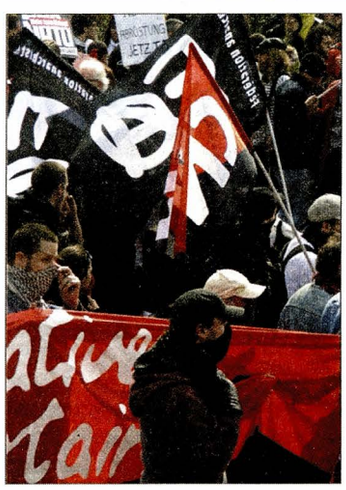
Grâce à ces échauffourées, grâce à ces incendies, le quartier du Port du Rhin, oublié par tous ces bien-pensants, ces pleurnichards, les maires en tête, a acquis une renommée internationale.

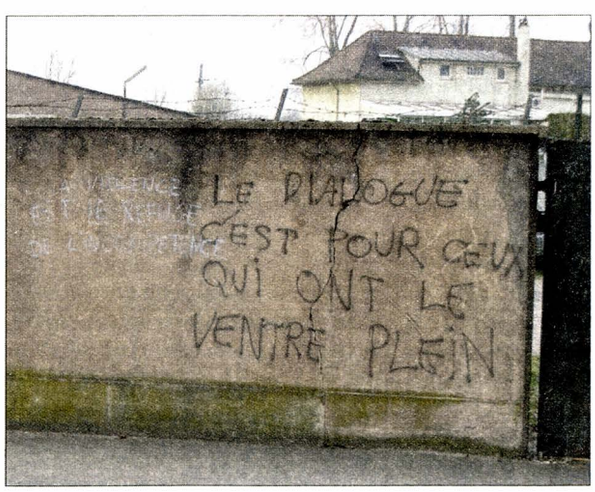
Ce quartier sinistré, 32 % de chômeurs, 50 % de non-diplômés, le salaire moyen y est de 7 600 euros par an, va bénéficier d'une aide massive, d'une réhabilitation complète. Il y aura avant les habits noirs et après. Merci les Blacks Blocks.

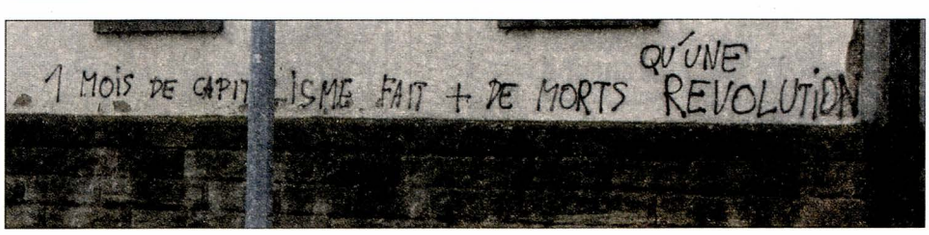
Pour les organisations politiques, incapables de prendre la mesure du phénomène, incapables de penser l'occupation policière et militaire de la cité comme un scandale, il sera facile de se dédouaner en montrant les noirs du doigt. Ces derniers auront été le révélateur des incohérences des organisations comme de l'injustice sociale locale. En même temps, ils auront enterré tout ce qu'il pouvait y avoir de novateur, d'exemplaire, dans ce village où l'autogestion était le maître mot.

Mercredi 8, à 14 heures, j'assiste à une manifestation organisée de manière spontanée par des femmes du Port du Rhin et… encadrée par le Parti communiste et la CGT. Une femme entourée de quatre bambins s'approche de moi et me dit : « Une voisine m'a dit qu'on habitait dans un quartier pauvre, c'est vrai ça monsieur ? » Je ne peux que lui répondre par l'affirmative. Elle reprend : « C'est juste, ça, monsieur ? »

P. S.







Brèves de combat

Contre-sommet de l'OTAN

Résultant des courses pour toute la manif à Strasbourg. Selon nos camarades, il y a eu en tout 33 interpellations durant la manif du samedi, dont 12 personnes étaient encore en garde à vue le lundi matin. Pour tout le contre-sommet : 33 gardes à vue, 3 Allemands en comparution immédiate, il y aurait eu de 300 à 400 arrestations, dont 130 gardes à vue. Néanmoins, 3 camarades sont inculpés. Ils ont refusé la comparution immédiate et restent derrière les barreaux jusqu'au 5 mai. Ces camarades ont été accusés d'avoir repeint la stèle commémorative des États-Unis, lors du sommet de l'OTAN. Ils écopent de 1 300 euros d'amende. Pour sa part, Besancenot, du NPA (N'est Pas Anarchiste), dénonce « les agissements scandaleux du préfet et de la police qui ont tout fait pour provoquer des affrontements. Ils portent l'entière responsabilité des violences ». Ben oui, mon p'tit gars, tu découvres la vie ?

Quelques miettes pour l'AAH

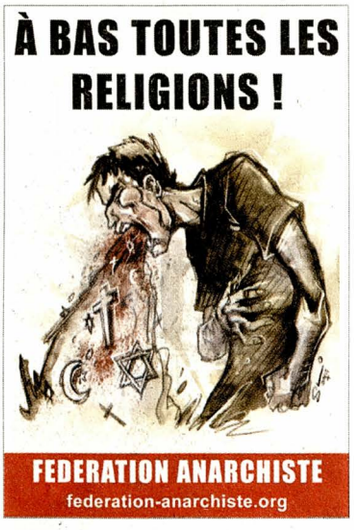
Le montant mensuel de l'Allocation aux adultes handicapés est porté à 666,96 euros à compter du 1er avril 2009 (+ 2,2 %), puis à 681,63 euros à compter du 1er septembre 2009 (+ 2,2 %). Ces messieurs sont trop bons, quand on connaît le prix d'un fauteuil roulant et le peu qui est remboursé…

Un enterrement pour la Sécu ?

Le gouvernement étudie plusieurs pistes pour réformer le financement de la Sécu. Parmi elles, figure l'élargissement des transferts de charges à destination des mutuelles et assureurs. Outre l'optique et le dentaire, les complémentaires pourraient ainsi rembourser davantage les consultations ou les hospitalisations. L'autre piste à l'étude n'est pas nouvelle en soi, puisqu'il s'agirait de mettre en place un bouclier sanitaire « afin de plafonner les dépenses de santé à la charge des patients ». Pour Act-UP Paris, « le transfert de charges à destination des mutuelles et assureurs signifie la privatisation. En revanche, il est surprenant que le bouclier sanitaire soit énoncé comme possibilité pour limiter le déficit de l'assurance maladie, vu qu'à l'origine son objectif était de plafonner le reste à charge des usagers. Il n'a donc rien à voir avec l'équilibre général des comptes de l'assurance maladie. Il devrait donc coûter plus cher, d'où il est même pensé qu'il coûterait plus cher, d'où le gros doute qu'il soit mis en place ». L'association redoute plutôt que la première proposition n'appuie plus ou moins l'arrêt de mort du 100 % et de l'ALD. On est mal barrés !

Papistes fiers de leur connerie !

Un collectif de « cathos fiers de leur pape » appelait à manifester « pacifiquement » devant les cathédrales de France, le samedi 4 avril, en soutien à « notre très cher Saint-Père. Montrons que les cathos ne sont pas morts. Mais faites attention de ne pas transmettre l'info à des anti-cathos. » Une centaine de fanatiques se sont rassemblés sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Un vrai succès !



Vatican fier de sa connerie

Le Vatican s'est déclaré « stupéfait » de la décision du Parlement belge d'adopter une résolution qualifiant « d'inacceptables » les propos du pape sur l'utilisation du préservatif. Résolution qui « suscite la stupeur », a déclaré le père Federico Lombardi, directeur de la salle de presse du Vatican, avant d'ajouter : « La grande tradition et expérience de l'Église dans le domaine de la formation et de la santé, en particulier dans les pays les plus pauvres, est tellement évidente qu'elle n'a pas besoin de démonstrations ou de commentaires. » Il faut croire que si… Ni dieu ni maître !

Désobéissance civile

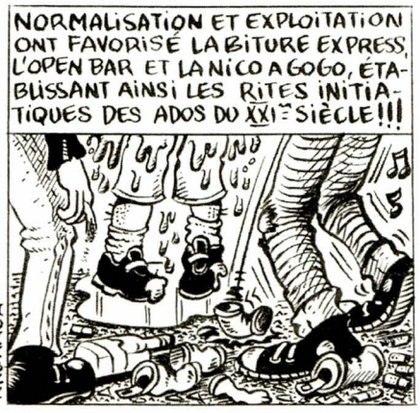
De nombreux militants d'associations, partis et syndicats engagés dans la défense des sans-papiers ont appelé, le 8 avril, dans la France entière, à des rassemblements d'action citoyenne. Par solidarité avec les migrants, ils vont se constituer prisonniers. Une initiative spectaculaire – et calquée sur le manifeste des 343 salopes opposées à la pénalisation de l'avortement – qui vise à dénoncer l'article L. 622-1 du code qui régit la vie des étrangers sur le sol français.

Deux planches, trois clous…

Deux détenus d'une prison du sud du Mexique se sont crucifiés au début de la « Semaine sainte », pour dénoncer les « tortures » dont ils affirment avoir été victimes lors de leurs interrogatoires. Selon l'AFP, ils se sont crucifiés sur des croix de bois qu'ils avaient fabriquées eux-mêmes dans l'atelier de menuiserie. Ils se sont fait clouer les mains et sont restés ainsi toute la journée. Les deux crucifiés, détachés en fin de journée par des codétenus, font partie d'un groupe de vingt-trois prisonniers, membres de syndicats agricoles, qui manifestent depuis deux semaines dans la prison d'El Amate pour obtenir leur mise en liberté et la révision de leurs dossiers.

Prisons : rien ne va plus !

Un surveillant de 34 ans travaillant à la maison d'arrêt de Luynes près d'Aix-en-Provence s'est tué, quatre jours après le suicide d'un autre surveillant. Le malaise atteint les surveillants, et pourquoi ne pas tout simplement détruire toutes les prisons ? Une solution simple et radicale !



Tu peux m'héberger ce soir ?

« Les opprimés ne veulent pas seulement être libérés de leur faim, ils veulent l'être aussi de leurs maîtres. Ils savent bien qu'ils ne seront effectivement affranchis de la faim que lorsqu'ils tiendront leurs maîtres, tous leurs maîtres, en respect... »

Albert Camus

MON PÈRE, qui ne m'a pas laissé que sa montre, édictait un principe simple et frappé au coin du bon sens : si tu veux vomir quelque chose, il faut d'abord l'avoir avalé.

Muni de ce précieux viatique j'aborde humblement le vaste monde et je constate que depuis quelques semaines beaucoup d'occasions sont bonnes pour vérifier le précieux adage et constater qu'il semble juste.

Voici que les « strikes-victims », comme les fashions de la même farine, commencent à donner de la voix. Les strikes-victims, pour tous ceux qui n'ont fait que de l'espagnol ou de l'espéranto, ce sont les victimes de la grève. Ce sont ces manières de patrons, arc-boutés sur leurs comptes de résultats et leurs bonus clinquants de fin d'exercice et qui découvrent soudainement qu'on n'humilie pas impunément ceux qui créent les richesses à la sueur des aisselles, ceux qui ont des traites à payer, des gosses à nourrir, qui doivent se nourrir eux-mêmes bien entendu et qui doivent payer l'impôt sans barguigner. Les gens, quoi.

Voici que sonne l'heure de la révolte patronale. « La crise économique à laquelle nous sommes confrontés génère beaucoup de souffrances individuelles et collectives, pour des salariés, bien sûr, et aussi pour des chefs d'entreprise », ont souligné les syndicats patronaux Medef, CGPME, UPA à la suite de l'annonce d'une nouvelle séquestration, à vomir. « On a décidé ensemble de relâcher les dirigeants pour qu'ils puissent négocier là-haut en Angleterre. On va leur faire confiance », a expliqué un syndicaliste CGT de l'usine. Point de vue un peu insolite mais, s'il le dit…

En tout cas cette forme de pression, ressurgie des temps anciens et bien malin qui pourrait me citer la première fois qu'elle fut utilisée, est d'une efficacité redoutable. Là où les négociations se heurtent à un mur de dédain et d'arrogance, rien ne vaut apparemment un bon lit de camp, un sac de couchage, une boîte de ration et un thermos de tilleul-menthe.

L'expérience mise en œuvre à l'Imprimerie nationale l'an dernier (mais ce n'était pas une première) avait permis de débloquer le conflit, cette fois-ci encore les choses semblent bouger, et de façon positive. Illustration qu'il fallait sans doute pour montrer que l'illégalité et la détermination sont pour l'instant d'excellents leviers. Les conflits sociaux à 3M, Sony-France, Caterpillar, sont des modèles du genre, il est simplement un peu dommage, sans tomber dans l'ouvriérisme forcené, qu'il ne s'agisse là que de limiter la casse des plans sociaux plutôt que de les voir disparaître. La peur de la mort économique et sociale est parfaitement légitime, la peur et les certitudes d'avoir été roulés, floués, volés, et ce sont ces craintes-là qui mènent à ces aboutissements et à cette dignité.

Mais si la peur changeait de camp. Sarko le pygmée se vantait il y a quelque temps, lors d'une visite éclair dans une entreprise avec un casque de chantier tout blanc et tout neuf sur le brushing, déclarant *ad nauseam* : « Les usines, moi, c'est mon truc ! » Mais les usines, à qui elles sont les usines ? Jusqu'à présent à tous ceux qui commencent à salir les couches et qui sentent le vent mauvais qui s'annonce. Le travailleur qui se rebiffe devient tout à trac une bête à chagrins, un qui a intérêt à s'y remettre vite fait ou alors à changer de région. Pour l'instant les coups de pompes dans le train ne viennent que de quelques malpropres entourés de leur cour de fayots et de marquis dévoués et cupides. Faudrait voir à renverser la tendance, voire la marmite. Que le Père Peinard revienne !

Nous n'en sommes certainement pas au commencement de la fin et sous le bleu de travail il n'y a pas forcément la plage, mais, signe des temps, les mentalités commencent à changer. Les vingt-quatre heures de protestations unitaires et les manifs traîne-savates ne sont certainement pas étrangères à ce durcissement de ton et d'action.

Émile Vanhecke

Universités en lutte

après trois mois...

Quand le mouvement de lutte des universités a commencé, les choses étaient relativement claires : d'un côté, une avalanche de réformes gouvernementales accompagnées d'un discours incroyablement méprisant de Sarkozy envers le monde de la recherche ; en face, une rare unanimité des universitaires sur l'urgence à réagir – enfin – face à ce qui apparaissait comme une menace directe contre chacun d'entre eux. Le mot d'ordre était simple : retrait des projets gouvernementaux avant négociation sur les divers points en question (formation des maîtres, statut des enseignants-chercheurs, pérennité des postes, crédits spécifiques des IUT...). Trois mois plus tard, la lutte continue, sans qu'on puisse affirmer qu'elle a fléchi, mais sans issue visible non plus. On en est là.

Il est proprement inouï qu'un mouvement aussi important, qui met tout de même en cause, entre autres, l'année universitaire de quelques centaines de milliers d'étudiants, l'avenir professionnel de tous les chercheurs et enseignants-chercheurs et la formation de tous les enseignants, puisse perdurer si longtemps sans qu'aucun aboutissement ne se dessine. On ne peut pas reprocher aux universitaires d'avoir manqué d'imagination dans les formes de lutte : grève totale ou circonstanciée, blocage partiel ou total des locaux, appel ou non aux étudiants ; manifestations multiples, dont les « rondes infinies des obstinés » en cours depuis début avril ; cours « hors les murs » dans des lieux publics ; multiplication des grèves administratives dans les facs, mais aussi dans les instances nationales ; prises de position publiques d'individus ou d'institutions « prestigieuses » ; démissions concertées des postes de responsabilité administrative (n'oublions pas qu'à l'université ces postes sont occupés par des universitaires), boycott des présidences de jury de bac, et on en oublie... Alors, comment expliquer que tout cela n'ait pas suffi à faire reculer le ministère ?

Tout d'abord, ce front universitaire, pour remarquable qu'il soit, cache mal un certain nombre de contradictions internes. En ce qui concerne le statut des enseignants-chercheurs ou les crédits des universités, tout le monde a compris que les réformes annoncées se situaient dans la logique des transformations que connaît l'Université depuis une dizaine d'années, notamment la célèbre loi dite LRU de 2007. Or, si ce constat a poussé une partie des universitaires à contester la LRU elle-même, une autre partie (notamment les présidents d'université), très mouillée dans la mise en œuvre de cette LRU, a senti le danger et rame à contre-courant. Côté réforme de la formation des enseignants (dite masterisation), il est difficile de mettre d'accord les IUFM, les universités et les enseignants eux-mêmes, évidemment concernés, mais pour qui le grade de master apparaît comme une revalorisation et qui, en outre, n'ont pas toujours une image positive de leur formation actuelle.

En face, la tactique du ministère, qui semblait relever de la pure panique en février, se révèle à l'usage diablement appropriée face à une mobilisation massive, mais somme toute éclatée. Pécresse et ses conseillers ont donc multiplié les entrevues avec des interlocuteurs peu ou pas représentatifs de la communauté (présidents d'université, syndicats minoritaires, personnalités diverses, instances nationales plus ou moins concernées...) ; chacun a « obtenu » la modification ici d'une formulation, là d'une virgule, et chaque entrevue s'est conclue par l'annonce bruyante d'une nouvelle version des textes réputée consensuelle, le mouvement de protestation n'ayant donc plus lieu d'être. Ce bruit permanent donne l'illusion d'un pouvoir à l'écoute (alors que, précisément, il s'agit de ne pas entendre la revendication de retrait) et, surtout, entraîne une grande confusion : à la énième version des textes, bien malin qui pourrait dire ce qui a été finalement modifié ! En revanche la logique d'ensemble a été préservée, et ses accommodements éventuels passeront en douce à la trappe au fur et à mesure de l'entrée dans les mœurs de ce nouveau cadre. L'étape suivante est déjà perceptible dans les discours officiels : c'est le chantage aux examens. Cet argument joue à la fois sur la mauvaise conscience des enseignants-chercheurs vis-à-vis des étudiants, sur l'opinion publique et sur le pari que, comme en 2003, le mouvement n'osera pas mettre en péril une année universitaire. Autant dire qu'il est redoutable !

À défaut de prévoir l'issue, toujours très incertaine, de cette lutte de trois mois, on peut tout de même tirer quelques leçons pour l'ensemble du mouvement social : le pouvoir sait ignorer une revendication massivement portée par l'ensemble d'une profession ; il est capable d'ignorer un mouvement déterminé et durable, mais modéré dans ses formes d'action ; il en est capable, comme il est capable d'ignorer des millions de manifestants. Oui, il en est capable. Mais après, faut pas pleurer si, pour faire entendre leur voix, les travailleurs en lutte passent à des modes d'action plus radicaux.

Coq's

Ces luttes à bout de souffle !

Patrick Mignard

Soyons honnêtes avec nous-mêmes : nous ne savons plus quoi inventer comme lutte pour nous faire entendre, pour obtenir satisfaction, pour préserver nos acquis sociaux.

Toute la panoplie des actions que nous ont léguées nos prédécesseurs, et que certains conservent pieusement, apparaît comme totalement obsolète, même celles qui pourraient se révéler les plus radicales et qui sont devenues des « lieux communs ».

De la manifestation classique jusqu'à la « retraite, de nuit, aux flambeaux », en passant par la « ronde des obstinés », les pique-niques dans les supermarchés, les « cercles de silence », les grèves de la faim, les séquestrations de cadres et de PDG, sans parler des occupations d'usines et d'universités, nous finissons d'épuiser notre imagination en vaines trouvailles, pour rien.

Un constat difficile à admettre

Quand Sarkosy de Nagy Bocsa, avec tout le mépris, la démagogie et la morgue qui le caractérisent, déclare il y a quelques semaines : « Les grèves en France, on ne les remarque même plus », malgré tout ce que l'on peut penser du personnage, il exprime d'une certaine manière la réalité des luttes actuelles. Il nous dit : « De vos grèves, de vos manifestations, de vos pétitions, je n'en ai rien à foutre. » Et c'est vrai qu'il n'en a rien à foutre… La preuve, c'est que toutes ces manifestations de mécontentements se succèdent, et rien ne change, le gouvernement continue comme si de rien n'était. Ces manifestations n'ont plus aucun impact sur le pouvoir.

Le doute commence à s'insinuer dans les esprits : et si la méthode que nous employons depuis des décennies n'était plus efficace, un peu comme un vieux couteau qui en son temps était tranchant mais qui aujourd'hui ne coupe plus rien !

Si le capital a su s'adapter remarquablement bien pour se valoriser, d'abord au sein de l'État-nation, puis dans sa phase de mondialisation, les salariés, eux, ont bien peu innové dans leur manière de lutter contre lui pour défendre leurs acquis.

Face à notre faiblesse, à notre impuissance, le gouvernement ne se contente pas de passer outre à notre agitation stérile, au contraire, il passe à l'offensive. Contre les manifestations de jeunes, les occupations de locaux, d'usines, il n'hésite pas à envoyer ses escouades de brutes mercenaires, en uniforme et en civil, ses provocateurs et ses mouchards qui vont jusqu'à mutiler, bien sûr en toute impunité, des jeunes, des manifestants.

Il fut une époque pas si éloignée où l'évacuation d'une usine, d'une université, était presque impensable, ou tout au moins créait l'événement… aujourd'hui c'est quasiment tous les jours que cela se produit… sans qu'il y ait une riposte collective à ces agressions.

Les organisations syndicales et politiques font comme si de rien n'était et continuent leurs pratiques dérisoires, organisent des manifestations « traîne-savates », préparent des élections, parlent de la « prochaine manif » comme une sortie de week-end.

On n'ose pas aujourd'hui s'avouer un tel fiasco, une telle capitulation. On se donne l'apparence du contestataire dans des manifestations carnavalesques où le jeu consiste à comparer le nombre de manifestants que l'on estime à ceux de la police… Puis à se précipiter devant le poste de télé pour voir la « gueule que l'on avait ». Et l'on attend la prochaine « manif ». Dérisoire !

Une pensée figée

Au nom d'une fidélité qui tient plus de l'obstination et de la sclérose que de l'analyse politique, les organisations représentatives des salariés n'ont pas changé d'un iota leur mode d'action et se retrouvent aujourd'hui en décalage mortel avec leur adversaire. Non seulement elles ne permettent pas de satisfaire les revendications, mais, plus grave, elles sont incapables de préserver les acquis.

À toute manifestation inutile succède une autre manifestation toujours aussi inutile, cela nous conduisant lentement aux vacances, durant lesquelles on prévoit une « rentrée sociale chaude » (?), c'est-à-dire de nouvelles manifestations, et le cycle reprend, toujours aussi stérile et inefficace.

Et l'on s'étonne que les autorités puissent ironiser sur nos formes de luttes ? Mais ce sont elles qui ont raison, nous sommes ridicules !

Mais quel bureaucrate politique et/ou syndical osera le reconnaître, l'avouer en public ? Aucun, évidemment… Chacun gère sa petite chapelle et ses privilèges dans le « pré carré contestataire » que lui octroie le système en place.

Quand on leur pose la question, ces mêmes organisations se contentent de répondre : « Et alors, que faut-il faire d'autre ? » comme si ce n'était pas à elles de faire le constat de leur propre impuissance et de trouver des solutions… d'autant plus que les permanents de ces mêmes organisations sont rémunérés, et souvent grassement, pour cela. Et quand on évoque d'autres types d'action, d'autres stratégies, elles les déclarent *de facto* ridicules, irresponsables et utopiques (?).

Une telle attitude en dit long sur ce qu'elles sont et le rôle qu'elles entendent jouer. En fait elles n'ont aucune intention de changer, la situation leur convient parfaitement : gérer ce système en encadrant le mécontentement.

Les grands « moralistes » de la « lutte des classes » et autres « gardiens de la foi prolétarienne » nous expliquent doctement qu'« il faut faire confiance aux organisations syndicales et partis politiques, "instruments de la démocratie" », et que l'on n'a rien d'autre pour lutter. Le problème c'est que, en fait, on ne lutte plus, on subit, on ne fait que protester dans un désert.

La pensée politique critique est aujourd'hui sclérosée, elle ne fonde sa légitimité que sur des organisations complètement bureaucratisées et des stratégies d'un autre temps.

Quand on en est réduit, comme c'est le cas aujourd'hui, à faire de la figuration sous prétexte que l'on n'a pas autre chose à faire, que l'on ne sait pas quoi faire d'autre, on a du souci à se faire, non seulement pour nos acquis, mais aussi pour l'avenir.

Le discours radical, dont certains raffolent, dont les éclats se perdent finalement dans les urnes, après avoir fait écho dans les rues et les médias, nous conduit tout droit à la démission politique.

Pour un siècle des lumières politiques

Le renouveau de la pensée politique ne passera pas par les vieilles structures politiquement vermoulues, même si elles sont de création récente (des noms ?).

Il ne passera pas non plus par le ressassement des vieilles litanies pseudorévolutionnaires qui ont toutes fait faillite au siècle dernier, même si elles sont portées par des icônes vénérées et médiatiquement « porteuses » (des noms ?).

Cette renaissance idéologique ne germera pas dans les vieux grimoires jaunis d'une pensée politique qui, même si elle nous a fait rêver, nous conduit au désastre et à l'impuissance politique.

Ce n'est pas non plus en affrontant les bandes armées du pouvoir – véritable dispositif de guerre civile –, bien mieux équipées que nous, que nous sortirons de l'impasse dans laquelle nous sommes.

Le vieux monde ne s'effondrera pas tout seul, et, même s'il s'effondrait, que mettrions nous à la place ?

Le renouveau de la pensée politique ne peut que se fonder sur des pratiques nouvelles et alternatives qui créditent le fait qu'un « autre monde est possible », qui n'est pour l'instant qu'un mot d'ordre vide de sens.

Réinvestir l'économique et le social doit constituer l'axe essentiel de notre engagement.

Jusqu'à quand allons-nous être des marionnettes entre les mains des politiciens et des bonzes syndicaux ?

Jusqu'à quand allons nous croire naïvement que le moindre soubresaut social est le début du « grand changement » ?

Jusqu'à quand allons-nous nous laisser ballotter d'élections « bidons » en manifestations « traîne-savate » ?

Jusqu'à quand allons-nous accepter d'être passifs et de ne pas prendre notre avenir en main ?

La réponse, que je n'ai évidemment pas, à ces questions marquera, à n'en pas douter, le début du changement auquel le plus grand nombre aspire.

P. M.

La barbarie capitaliste

Alain Cuenot

La logique capitaliste internationale et ses effets destructeurs se répandent aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. Dans le cadre de la mondialisation, la stratégie économique des multinationales par rapport aux pays du tiers-monde est d'une implacable rapacité[1]. S'implantant là où les conditions financières et fiscales sont les plus avantageuses, elles profitent cyniquement de la concurrence féroce que les pays les plus pauvres se livrent pour les inviter à s'installer sur leur territoire, vendant aux enchères leur propre population de travailleurs. Installées dans des zones franches industrielles, interdites d'accès à l'exception des importateurs et des exportateurs, fermées sur elles-mêmes, dénationalisées, elles peuvent compter sur un pouvoir policier et militaire prêt à écraser tout conflit de travail. Plus encore, soucieuses de réaliser les profits les plus importants, elles adoptent une politique de changement constant d'implantation de leurs usines en fonction de la situation fiscale et financière des pays recevant. Elles s'empressent de fuir toute pression fiscale nouvelle, toute augmentation de salaire. Leurs unités de production sont conçues pour être mobiles, certaines en sont à leur troisième ou quatrième migration dans les contrées où le coût de la main-d'œuvre est au plus bas, comme en Chine, en Thaïlande, au Bangladesh et en Afrique.

Dans les ZFI[2] qui connaissent depuis les années 1990 une croissance fulgurante, la politique d'exploitation ouvrière est d'une violence extrême. Vivant dans des espaces clôturés, strictement surveillés, entassés dans des

dortoirs ou des bâtiments insalubres, véritables bidonvilles ou ghettos industriels, les travailleurs subissent des journées de travail qui varient entre quatorze et seize heures, douze aux Philippines et en Indonésie, quatorze au Sri Lanka, seize dans le sud de la Chine. En période de pointe, ils travaillent de 7 heures à 22 heures, voire jusqu'à 2 heures; ce sont des heures supplémentaires obligatoires subies par ces salariés. Chez Nike ou Reebok, refuser des heures supplémentaires est un délit entraînant un renvoi immédiat. En Inde et aux Philippines, tout le monde travaille de six à sept jours par semaine; en Chine, sur des périodes de trois jours, les travailleurs dorment sous leurs machines ; au Honduras, des journées sans dormir sont imposées pour répondre aux délais de livraison.

Chez Nike ou Reebok, refuser des heures supplémentaires est un délit entraînant un renvoi immédiat.

Obéissant à une logique capitaliste implacable, les multinationales proposent à leurs employés des salaires de misère. Les rémunérations sont si faibles que les travailleurs consacrent la majeure partie de leurs salaires aux frais de dortoirs et aux transports. Il leur est impossible de penser un instant qu'ils puissent se payer les objets qu'ils fabriquent. Aux Philippines, les salaires tournent autour de 6 dollars par jour et paraissent très élevés comparés à ceux pratiqués en Chine par Wall-Mart, Esprit, Liz Clairbone, Nike, Adidas, qui ne versent qu'entre 0,13 et 0,20 dollar de l'heure à leurs salariés. Cette politique de surexploitation de la main-d'œuvre aboutit pour le pouvoir patronal à une accumulation gigantesque de profits en s'octroyant salaires, primes et bonus parfaitement indécents, à l'exemple du PDG de Disney qui gagne 9793 dollars de l'heure alors qu'un travailleur haïtien doit se contenter de 28 cents, il lui faudrait travailler 16,8 années pour atteindre le revenu horaire de ce responsable. Les enseignements fondamentaux du marxisme retrouvent ici toute leur pertinence et leur légitimité scientifique.

L'encadrement est de style militaire, les contremaîtres, violents et grossiers, stigmatisent les ouvriers peu performants par des mesures humiliantes. Certains employeurs, aux Philippines, cadenassent les toilettes afin d'obtenir une productivité maximale. Ainsi, un nouveau type de travailleurs d'usine se met en place, travailleurs jeunes ne dépassant pas vingt-cinq ans, au-delà ils sont considérés comme vieux privés de souplesse et de dextérité, selon les contremaîtres. Dans les « maquiladoras » mexicaines ou au Honduras, les employeurs multiplient les mesures vexatoires à l'adresse des femmes enceintes, suppression des pauses, surtravail obligatoire pour les pousser à démissionner, d'où de nombreuses fausses couches. Ils vont jusqu'à imposer pour les jeunes travailleuses des pratiques humiliantes à l'embauche avec tests de grossesse obligatoires, vérification des cycles menstruels et contrat de vingt-huit jours qui facilite le congédiement dès l'apparition de grossesse. Pour leur part, General Motors, Panasonic, General Electric, Fruit of the Loom, refusent les femmes enceintes à l'embauche. Au Honduras, en Indonésie et en Chine, des enfants travaillent dans des conditions de quasi-esclavage pour le compte de Gap, Wall-Mart, Disney. Au Pakistan, jusqu'à 10000 enfants vendus comme esclaves fabriquent des ballons pour les marques Nike, Adidas, Reebok, Umbro; en Haïti, au Bengladesh, jouets, vêtements sportifs sont produits par des enfants pour le compte de Disney, Nike et Wall-Mart.

Dans de telles conditions, les accidents du travail sont fréquents, les maladies professionnelles frappent nombre d'employés, pneumonies chroniques du fait de l'absence de ventilation, maladies de la peau, cancers dus à la manipulation de matières toxiques. Les règles élémentaires de sécurité, totalement ignorées, sont à l'origine d'incendies dramatiques, comme à Bangkok en mai 1993 où 118 jeunes femmes âgées de dix-neuf ans ont trouvé la mort dans des entrepôts verrouillés par les soins des responsables patronaux pour éviter toute intrusion syndicale, ou en Chine dans la ZES de Shenzhen, qui a fait 85 morts.

Dans cet univers d'asservissement systématique, toute présence syndicale est bannie; les représentants syndicaux étant perçus comme des agitateurs et des fauteurs de troubles potentiellement dangereux. Face à des usines à fort taux de syndicalisation, les multinationales décident leur fermeture immédiate puis leur transplantation dans un espace voisin avec rejet de tout employé syndiqué. Les travailleurs grévistes et leurs délégués sont l'objet de brutalités allant jusqu'à l'assassinat pur et simple, à l'exemple du syndicaliste du Sri Lanka Mudi et de son conseiller juridique.

Les travailleurs grévistes et leurs délégués sont l'objet de brutalités allant jusqu'à l'assassinat.

Dans le cadre de cette gestion bien comprise des délocalisations et de la sous-traitance, le respect des droits de l'homme est tout à fait accessoire, aux yeux de la classe patronale. Nombre de sociétés internationales sollicitent la police et l'armée pour expulser des paysans et des tribus de leurs territoires afin de mieux profiter à leur guise des richesses du pays. L'arrestation ou le meurtre de dirigeants syndicaux, la dispersion de manifestants pacifiques par la force armée, l'incarcération de journalistes ou de représentants d'ONG, sont autant d'entraves au développement humain. Dans certains cas comme au Nigeria la transition vers la démocratie est impossible, mais plus encore s'y est substitué un retour à un régime dictatorial. Face aux campagnes de mobilisation des altermondialistes pour dénoncer de telles pratiques et imposer des codes de bonne conduite, les multinationales ont fait preuve d'un cynisme à toute épreuve, affirmant leur souci de respecter en tout lieu les droits de l'homme mais en réalité faisant appliquer les codes uniquement là où les projecteurs de l'actualité se focalisent. Pour les autres ZFI, l'ordre capitaliste se maintient inexorablement, un exemple parmi d'autres : Gap réforme son usine du Salvador mais implante à Saipan de nouvelles usines en tout point esclavagistes. De leurs côtés, l'OMC comme l'UE réagissent tout aussi cyniquement, face aux décisions juridiques de certains États fédéraux américains de ne plus commercer avec certaines firmes internationales, exigeant la levée immédiate de telles sanctions au nom d'une atteinte intolérable à la sacro-sainte loi de la libre concurrence.

Dans la définition de cette globalisation financière, les multinationales ne participent pas au processus d'industrialisation des pays du tiers-monde. Elles ne rapportent pas ou si peu d'impôts aux pays hôtes; certaines ferment avant l'expiration du congé fiscal puis redémarrent sous un autre nom afin d'éviter de payer des taxes. Elles ne créent pas d'infrastructures locales et les marchandises produites sont toutes exportées. Elles ne fabriquent rien, se réduisant à des ateliers d'assemblage, les matériaux étant tous importés. Se désintéressant de la propriété des moyens de production, c'est-à-dire des responsabilités inhérentes à la possession d'usines de fabrication, à leur gestion et à l'emploi de la main-d'œuvre, ces multinationales ont tout pouvoir sur la production et l'ensemble des sous-traitants, imposant une qualité de produits irréprochables, des délais de livraison express, des frais de confection et de réalisation les plus bas. Mais, pour nombre d'experts économiques et de managers, les ouvertures d'emplois fournies aux populations ont permis aux pays du tiers-monde de connaître un développement économique sans pareil et une meilleure qualité de vie. En vérité, la crise du yen en 1997 a fait chuter de 45 % les salaires, la spéculation financière sur le pétrole et les produits agricoles en 2008 a ruiné les populations et déclenché des émeutes de la faim. Un développement économique fondé sur des salaires de misère, loin de promouvoir une amélioration régulière des conditions de vie, ne débouche que sur une récession chronique et durable.

Au cœur du marché américain et européen, les multinationales veillent aussi à défendre avec plus ou moins d'efficacité ce schéma dominateur d'essence libérale. La politique de délocalisation qu'elles imposent entraîne un démantèlement organisé du tissu industriel occidental avec fermetures d'usines, licenciement collectif, chômage chronique,

friches industrielles, jeunesse privée de perspectives d'emploi. La flexibilité devient le maître mot pour la classe managériale. La généralisation des CDD, le recours systématique aux intérimaires, l'application autoritaire du temps partiel se retrouvent dans tous les secteurs de l'appareil productif. Le déclin programmé du secteur public et ses vagues de licenciements (télécommunications, poste, éducation, chemins de fer), orchestré habilement par le FMI et l'OMC relayés par l'UE, entraîne une croissance spectaculaire du nombre d'emplois dans les services. Ainsi, les centres commerciaux et les hypermarchés ont donné naissance à une sous-catégorie d'emplois précaires, mal rémunérés et à temps partiel. Convaincant les employés qu'ils sont toujours de passage dans l'entreprise, ces derniers acceptent les conditions de travail et de rémunération qui leurs sont fixées, espérant trouver un emploi stable correspondant à leurs qualifications. Cet état d'itinérance perpétuelle ainsi intériorisé permet à l'employeur de geler les salaires, de refuser tout plan de carrière, toute forme de protection sociale durable. L'employé des chaînes de restauration se réduit à la formule de « Macjob », c'est-à-dire à un emploi stressant, instable et sous-rémunéré. Certains sociétés nord-américaines comme Starbucks ou Wall-Mart limitent volontairement leur semaine de travail à 33 ou 28 heures afin de ne pas payer d'heures supplémentaires; Starbucks est allé jusqu'à mettre sur pied un logiciel d'horaire partiel qui contrôle à la minute près la présence de ses commis, les produits vendus, l'importance du travail perdu, afin d'éviter tout temps mort, synonyme de pertes financières, et de rendre optimale la disponibilité maximale de l'employé. La politique des stages non rémunérés, c'est-à-dire du travail gratuit, touche les jeunes diplômés, véritable racket qui permet aux entreprises de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite et hautement qualifiée. Ainsi, les entreprises mettent sur pied toute une organisation interne, véritable puzzle de structures de sous-traitance, à contrat d'intérimaires, véritable terre promise du temps partiel et de la flexibilité avec des travailleurs privés de toute espèce de titularisation, de sécurité et d'avantages sociaux.

Au sein des entreprises industrielles[3], la souffrance est dramatique. Les salariés exécutants subissent une véritable agression sociale[4]: licenciements massifs, montée des accidents du travail, envolée des maladies professionnelles dues à l'accélération des cadences de travail, concurrence institutionnalisée entre jeunes et vieux ouvriers, culpabilisation des salariés et harcèlement moral, mépris des syndicats, chasse aux malades et aux absents, visite à domicile et contrôle in-quisitorial assuré par des officines privées de médecins libéraux[5], exposition croissante aux risques et aux accidents du travail, notamment pour les intérimaires du nucléaire, du bâtiment ou du secteur chimique avec l'explosion d'AZF à Toulouse. Dans le cadre du développement des PME et PMI reléguées dans des zones rurales ou dans de nouvelles zones industrielles sans raccord avec la ville et ses réseaux de sociabilité, à l'exemple des équipementiers d'automobiles, célébrés par la presse managériale, les conditions de travail sont tout aussi préoccupantes: normes de productivité effrénées, montée de la violence entre ouvriers performants et ouvriers qui ralentissent la chaîne, mise en place d'un autocontrôle et d'une autosurveillance imposant une logique de concurrence entre ouvriers, usure physique et psychologique prématurée du salarié. La bataille menée par les entreprises pour neutraliser l'action syndicale est constante, visant à licencier les délégués ou à les discriminer en les privant d'une rémunération évolutive selon l'ancienneté et d'une promotion selon leurs mérites. La généralisation des flux tendus, la présence de l'informatique et de la robotique, enlèvent aux travailleurs les moyens de résister face à la politique patronale, entraînant une atomisation du groupe ouvrier profitable à l'encadrement. L'ordre taylorien laisse place à un ordre managérial insidieux qui dissout et disperse le groupe ouvrier en petites unités, incapable de faire front aux pressions patronales.

Devant les agissements des multinationales, face à cette logique barbare de l'ordre capitaliste et à ses effets dévastateurs sur le monde des travailleurs, accentués par la crise de décembre 2008, il est urgent que la résistance ouvrière s'organise pour rétablir les fondements premiers du contrôle démocratique et citoyen des processus financiers et industriels du développement économique. **A. C.**

---

1. Voir N. Klein, *No logo*, Paris, Ed. Babel, 2002.
2. Zone franche industrielle [ndlr].
3. Voir S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 2004.
4. Voir P. Bourdieu, *la Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
5. Voir M. Durand, *Grain de sable sous le capot*, Paris, La Brêche, 1991.

Bouteflika
FIS des islamistes et des généraux algériens

La levée de la limitation des mandats après amendement de la Constitution, le 12 novembre 2008, ouvrait un boulevard à Bouteflika pour l'autoriser à se porter candidat à sa propre succession. Le Zaïm (le chef) ayant exprimé son vœu de diriger l'Algérie jusqu'à sa mort, l'élection présidentielle du 9 avril était condamnée à n'être qu'une simple formalité pour l'hôte du palais d'El Mouradia (siège de la présidence). Bien sûr, elle le fut. Si Bouteflika ne revendique pas la propriété de son pays, tel que le fait Robert Mugabe pour le Zimbabwe, le score dont il peut se flatter (90,24 %) pourrait presque faire pâlir de jalousie le dictateur de l'Afrique australe.

L'élection en question fut une gigantesque mascarade. D'ailleurs, les Algériens ne s'y sont pas trompés, ce qui explique le fait qu'ils l'aient largement boycottée. Les chiffres extravagants annoncés par le pouvoir résultent d'un trucage à échelle industrielle, ni plus ni moins.

Au-delà de la sinistre farce qui vient de se jouer, observons plutôt la stratégie de Bouteflika pour affermir son pouvoir et se construire une image de « père de la nation ». La récente campagne électorale a livré un condensé de la personnalité de l'individu qui fut lancé dans l'arène politique par Houari Boumédiène en 1958, avant de succéder en 1999 à Liamine Zéroual à la tête de l'État. Les deux forces principales du pays sont respectivement les islamistes et l'armée. Tout le jeu du raïs a consisté à ménager les intérêts respectifs de ces ennemis jurés. *In fine*, son objectif est d'apparaître comme étant le seul garant de la paix recouvrée, après la sanglante décennie rouge des années 1990 qui déchira et dévasta le pays. Comment obtenir la bienveillance durable des islamistes ? Le Sultan s'engage à ne jamais demander de comptes au FIS pour ses atrocités. En échange, le pouvoir ne reconnaît pas qu'on lui a volé la victoire en 1992, après les élections législatives de 1991, élections que les barbus remportèrent haut la main.

Pour parachever l'ouvrage et accorder une immunité perpétuelle aux bouchers de Dieu, Bouteflika fit voter la loi sur la Concorde civile et la Réconciliation nationale. Sitôt fait, les djihadistes descendirent du maquis et reprirent benoîtement le chemin des mosquées. Notons aussi que Bouteflika s'est bien gardé d'abroger le Code de la famille, cette loi d'inspiration religieuse particulièrement rétrograde, adoptée en 1984 par l'Assemblée populaire nationale, malgré la résistance des femmes depuis de longues années pour éviter d'être reléguées dans un statut particulièrement dégradant pour elles. L'ex-coureur de jupons que fut Bouteflika dans sa jeunesse en rajoute même dans ses signes de dévotion à Allah, au point qu'il projette de faire construire la plus grande mosquée du monde dans la baie d'Alger. D'ici là, les religieux pourront diffuser leurs prêches sur la chaîne Saint Coran, puisque ce grand ratisseur de voix (qui pourtant se refusent obstinément à lui) a offert ce joujou aux barbus, en même temps qu'il satisfaisait une revendication historique des Berbères avec le lancement de la première chaîne en tamazight.

Quant à l'armée et à ses pseudopodes, tels que la sécurité militaire (DRS) ou les services de renseignement, il est indéniable que Bouteflika a su jouer de ses talents de tacticien pour l'inciter à rester dans les casernes… et dans les affaires, car les galonnés ont une furieuse appétence pour tout ce qui peut faire prospérer leurs comptes en banque.

Mais l'Algérie des uns n'est pas celle des autres. Pauvreté, chômage des jeunes (60 % de la population a moins de trente ans et 70 % de cette catégorie est sans emploi), difficulté à trouver un logement, phénomène des harraga (jeunes qui fuient leur pays et brûlent leurs papiers), tel est le sort d'une grande majorité du peuple algérien.

Le pouvoir d'achat est en berne pendant que flambent les prix des produits alimentaires. Le salaire minimum est d'environ 120 euros alors que le prix du kilo de pommes de terre a atteint 1 euro ces jours derniers.

Les indicateurs macro-économiques sont en trompe l'œil. En effet, si les milliards de dollars déposés dans les banques occidentales sont capables d'assurer trois ans d'importation sans exporter un seul dollar, le taux de couverture des importations par les exportations vient de baisser pour la deuxième année successive. Le gouvernement a délibérément laissé filer les importations (+ 200 % en six ans) pour satisfaire le lobby des importateurs, très liés aux sommets complètement corrompus du pouvoir et de la hiérarchie militaire, mais aussi pour offrir un exutoire à l'immense frustration du peuple algérien, d'où l'envolée de l'endettement des ménages.

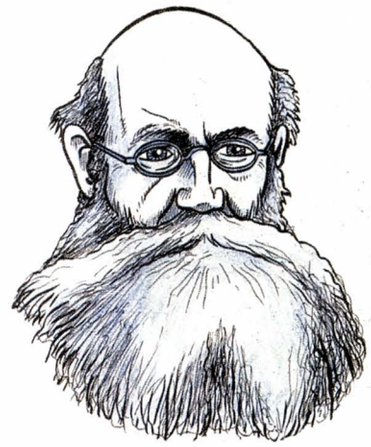
Or la manne des hydrocarbures (lesquels représentent 98 % des recettes d'exportation du pays) est amenée à se contracter sévèrement vu l'effondrement des cours.

Oui, l'avenir de l'Algérie est sombre. Reste-t-il la parole pour exprimer son mécontentement ? Même pas. Entre des élections truquées dans les grandes largeurs et des médias muselés (environ 200 journalistes ont été poursuivis en 2007 pour diffamation), en sus, le peuple endure la hogra (l'attitude méprisante des autorités à son égard). Vient-il à se révolter comme il le fit à Oran en 2008 ? Sur-le-champ l'armée intervient avec la sauvagerie qui la caractérise.

Les travailleurs algériens sont pris entre le marteau du pouvoir et l'enclume des islamistes. Néanmoins, les capacités de combat qu'ils ont déployées naguère contre l'occupant colonial sont intactes. Pour peu que le désespoir ne les jette dans les bras de leurs faux amis – mais véritables ennemis, nous nommons ici les barbus ou bien les chantres du capitalisme à la sauce nationale –, tous les espoirs leur sont permis, parce que… réalisables.

Soledad Rincón

Un prince anarchiste



Le 13 mars 1881, après avoir échappé à sept attentats, le tsar Alexandre II est assassiné par un groupe révolutionnaire, la Volonté du Peuple. Parmi les conjurés, pendus le 14 avril 1881, se trouve Sofia Perovskaïa, une amie de Kropotkine. En 1889, dans son ouvrage intitulé *la Morale anarchiste*, Kropotkine justifie moralement les tyrannicides: « Ceux-là – s'est-on dit – avaient conquis le droit de tuer. » Mais par les temps qui courent il ne semble même pas pensable de vouloir comprendre l'acte des révolutionnaires ou sa justification. La pensée officielle range d'office les « terroristes » dans la case des monstres, en bonne compagnie avec les pédophiles. Nul besoin de réfléchir, une condamnation suffit. À ceux qui doutent de sages historiens serinent qu'Alexandre II était animé des meilleures intentions réformatrices. L'abolition du servage décrétée en 1861 le prouverait, et son assassinat, loin d'affaiblir l'autocratie, n'aurait fait que la durcir et la crisper, reculant la modernisation politique de la Russie jusqu'au point de non-retour, constitué par la révolution bolchevique.

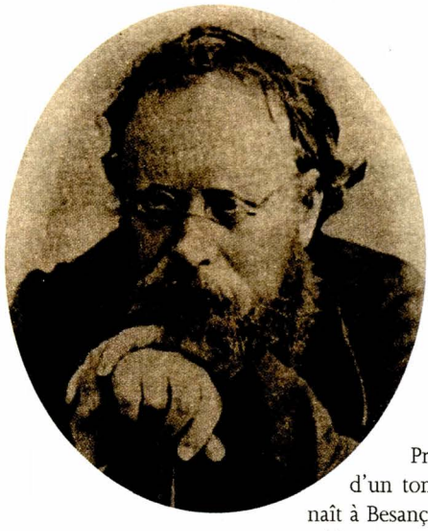
Curieusement, ces historiens ne mentionnent pas toujours que la vague réformiste des années 1860 fut stoppée net avec le retour rapide aux affaires des conservateurs. Les dizaines de milliers de Russes condamnés sur de simples soupçons ou pour avoir murmuré contre le tsar, déportés et détenus en Sibérie dans des conditions inhumaines, fouettés jusqu'à la mort ou enchaînés à un mur durant quelques années, ne retiennent pas davantage leur attention. Kropotkine, lui, n'ignorait rien de tout cela. À vingt ans, il était rapporteur d'une commission d'enquête sur les prisons russes. À trente-deux ans, il était enfermé à la forteresse Pierre-et-Paul pour avoir tenté de propager les idées anarchistes dans le peuple. Il faillit y mourir. Kropotkine et les autres victimes du tsarisme n'accueilleraient sans doute donc pas avec sérénité l'idée que leur bon souverain œuvrait pour le bien et que leurs souffrances n'étaient que l'ombre au tableau d'un régime en voie de libéralisation. Alexandre II ne leur avait donné aucun motif de le regretter ni de le pleurer.

Sans se réjouir à l'excès de la mort du tyran, Kropotkine s'interroge: pourquoi donc la majorité des gens de cette époque ont-il reconnu à Sofia Perovskaïa et ses amis le droit de tuer un tyran? En effet, au contraire des terroristes dont l'espoir était de détruire un régime extrêmement centralisé en le frappant au cœur, peu croyaient à l'utilité de cet acte. Kropotkine lui-même a déclaré qu'on ne détruisait pas un édifice de domination et d'exploitation vieux de plusieurs siècles avec un peu de dynamite. En fait, ce qui a motivé la sympathie pour les terroristes, c'était le sentiment que, « pour tout l'or du monde, Pérovskaïa et ses amis n'auraient pas consenti à devenir tyrans à leur tour. Ceux même qui ignorent le drame en entier sont assurés néanmoins que ce n'était pas là une bravade de jeunes gens, un crime de palais, ni la recherche du pouvoir: c'était la haine de la tyrannie jusqu'au mépris de soi-même, jusqu'à la mort ». Les membres de la Volonté du Peuple avaient conquis le droit de tuer parce qu'ils étaient prêts à mourir pour rendre le monde meilleur. Ce dernier critère, celui du martyr, n'est pas forcément le meilleur. Kropotkine le savait: les hommes se sacrifient aussi bien pour de mauvaises causes que pour des bonnes.

Il est vrai que la mort d'Alexandre II suscita un certain enthousiasme dans les milieux anarchistes. La « propagande par le fait », définie par opposition à la propagande par les idées, avait certes été préconisée par Cafiero dès 1877. Il s'agissait de réveiller la combativité politique du peuple en lui montrant la vulnérabilité du pouvoir plutôt qu'en l'abreuvant de longs discours. Mais c'est surtout à partir de 1881 que l'on trouve de nombreux appels à la propagande par le fait dans la presse anarchiste, particulièrement en France. Peut-être était-ce un pis-aller. La désorganisation politique et syndicale de la classe ouvrière, consécutive à la répression féroce de la Commune, ne permettait plus d'action collective puissante. En 1888, les appels aux attentats se raréfient... Cela n'empêche pas la vague terroriste de déferler entre 1892 et 1894, essentiellement en réaction aux condamnations disproportionnées qui tombent sur les militants anarchistes à cette époque. Les actions retentissantes de Ravachol, d'Émile Henry, de Caserio et de quelques autres associeront dès lors fortement l'anarchisme et le terrorisme dans la conscience collective.

Cependant, une fois le mouvement syndical ouvrier reconstruit grâce au travail militant d'hommes comme Pelloutier ou Pouget, les anarchistes prendront une certaine distance avec l'action terroriste. En 1906, Kropotkine précise sa pensée: s'il demeure toujours sceptique sur l'utilité politique des actes isolés, il accorde pourtant à chaque fois son soutien aux victimes de la répression de l'État. Les actes terroristes sont « inévitables contre l'organisation sociale actuelle ». Ils « indiquent souvent une prise de conscience sociale » mais n'ont de valeur que s'ils sont immédiatement compris des masses. La cible doit être claire, évidente et incontestable. Toutefois ils sont inefficaces à eux seuls pour changer l'ordre social.

Michel Baudouin
coanimateur
de l'émission La Bibliothèque anarchiste
sur Radio libertaire, 89.4 MHz



Les Éditions fédérales communiquent

Proudhon, Pierre-Joseph. Fils d'un tonnelier et d'une cuisinière, il naît à Besançon en 1809 sous le règne de Napoléon 1er . De tous les théoriciens socialistes du XIXe siècle, il est le seul à être d'origine populaire. Il mourra à Paris, en 1865, quelques années avant la Commune.

Père de l'anarchisme, de l'autogestion, de la dialectique moderne, du fédéralisme intégral, de la sociologie... Proudhon est indéniablement le penseur français le plus important du XIXe siècle.

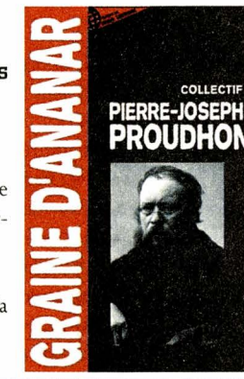
Mais, inlassable agitateur d'idées, pourfendeur de tout dogmatisme, de tout *a priori*, son nom laisse une odeur de souffre au nez des bien-pensants de tous bords qui s'attachent à ce que son œuvre demeure méconnue.

Le secrétaire aux Éditions fédérales

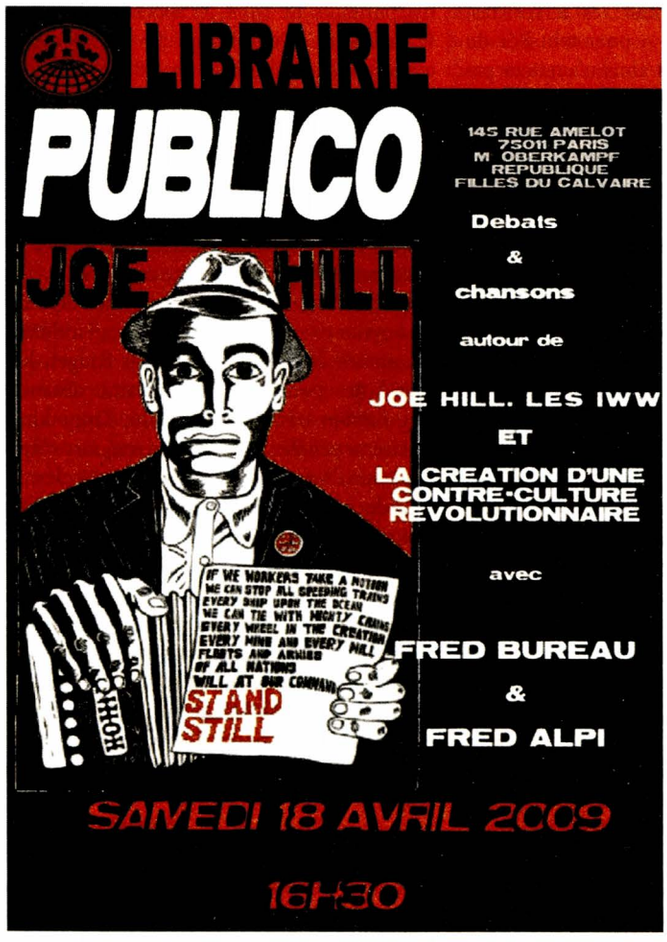
Éditions du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. editions@federation-anarchiste.org

http.//editions.federation-anarchiste.org

P.-J. Proudhon. 80 pages. 5 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



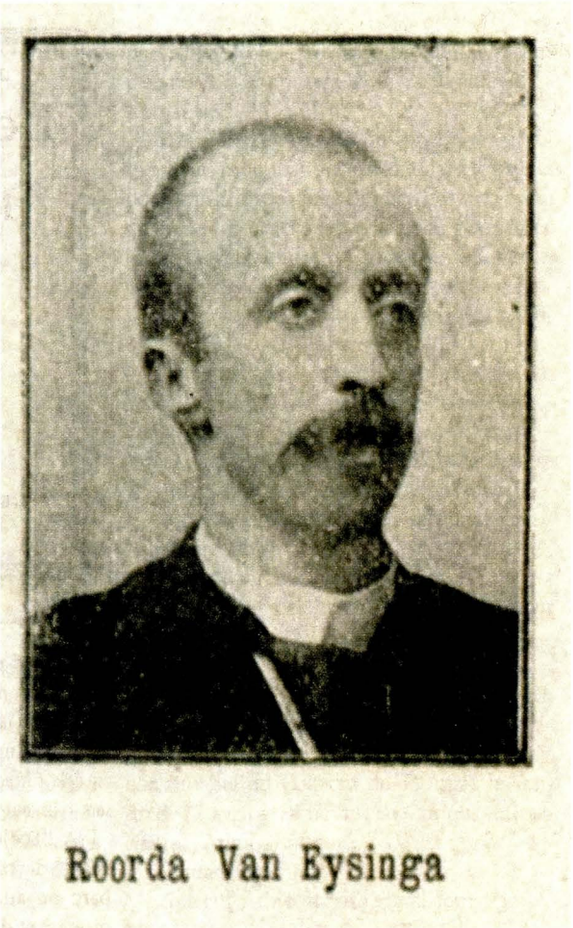
Joe Hill partout



Drôle de zèbre

Henri Roorda, pédagogue libertaire et chroniqueur facétieux

Marianne Enckell



Parmi les pédagogues libertaires, on a bien oublié Henri Roorda Van Eysinga (1870-1925), professeur de mathématiques à Lausanne et auteur d'un grand nombre d'articles et de plusieurs petits livres, collaborateur de l'École Ferrer de Lausanne, qui dura de 1910 à 1919.

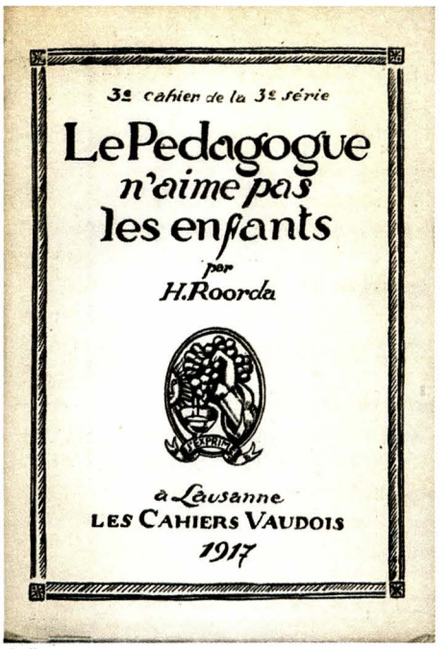
Son père, Sicco Roorda, s'était exilé en Suisse après avoir été banni des Indes néerlandaises, où il était fonctionnaire, pour avoir publié des pamphlets anticolonialistes. À Clarens, il a habité avec sa famille la maison voisine de celle des Reclus, et Henri témoigne avoir été « élevé sur les genoux d'Élisée Reclus ». Passent aussi par là Ferdinand Domela Nieuwenhuis, Jacques Gross (avec lequel Roorda restera lié toute sa vie), d'autres intellectuels et militants anarchistes qui contribueront à former le jeune homme. Lequel a des ambitions littéraires, comme en témoigne sa correspondance avec Élisée Reclus. Il va publier des articles dans *les Temps nouveaux*, *l'Humanité nouvelle*, *la Revue blanche*, puis dans l'*École moderne* et l'*École rénovée*, enfin dans le *Bulletin de l'École Ferrer* de Lausanne.

Le pédagogue n'aime pas les enfants, c'est ainsi que Roorda titrait un petit livre en 1917, « mais ceux-ci n'en meurent pas », ajoutait-il avec le sourire. Il s'insurgeait contre « l'apprentissage de la docilité » et le « savoir inutile », appelant de ses vœux le débourrage de crânes et la Grande Réforme de l'An 2000...

Le malheur est qu'on ne s'applique pas à émerveiller l'écolier. On y parviendrait si facilement! Qu'on lui donne « l'illusion » que la vie est belle; ce sera moins dangereux que de lui persuader insensiblement que le travail est une chose ennuyeuse. Pour l'ar-

mer contre la paresse et tous les autres vices, on lui enseigne très tôt la kyrielle de ses devoirs. Mais est-ce bien utile?

L'enfant s'ennuie encore pour cette raison que toute sa vie d'écolier se passe dans une salle monotone. On s'efforce d'égayer les murs en y accrochant quelques tableaux: les champignons comestibles, les oiseaux utiles ou, peut-être, le golfe de Naples; mais


3e cahier de la 3e série

Le Pedagogue n'aime pas les enfants

par H. Roorda

à Lausanne
LES CAHIERS VAUDOIS
1917

ces planches perdent bientôt tout leur prestige. Ceux qui ont pour mission de nous instruire et de nous révéler l'univers commencent par nous enfermer durant des années dans un local d'où l'on n'aperçoit rien de ce qui est à la surface du globe. Ajoutons que les bons élèves sont ceux qui ne regardent pas par la fenêtre.

À l'École Ferrer, on fit donc le contraire. Pas de devoirs à la maison, mais des sorties au parc ou au musée, l'observation directe des oiseaux et des champignons (faute de pouvoir financer un voyage à Naples), l'apprentissage de l'arithmétique avec des objets et des jeux, sans signes cabalistiques.

La guerre, la déception

Pendant la Grande Guerre, Roorda clame son « internationalisme sentimental », proposant pour en finir avec le militarisme qu'on rende le service militaire obligatoire à… 45 ans.

Ici-bas, tous les lilas meurent; toutes les machines à la longue se détraquent; et tous les mouvements finissent par s'arrêter. Nul ne peut donc compter indéfiniment sur les roues de son char. Devenus prévoyants, les hommes prennent de plus en plus de précautions qui supprimeront ou qui atténueront les effets fâcheux de l'accident inévitable. Ils ont enfin reconnu la grande valeur de la cinquième roue. Celle-ci sera bientôt la bouée indispensable dont chacun se munira avant de se lancer sur l'océan des âges.

Le vingtième siècle sera le siècle de la Cinquième Roue. Instruits par la terrible leçon de 1914, les grands chefs militaires, dans tous les pays, ont déjà décidé que, lors de la prochaine guerre mondiale, chaque soldat partant pour le front portera en bandoulière un bras en caoutchouc et une jambe de bois.

Mais tous les anarchistes ne sont pas dans le camp internationaliste et antimilitariste, hélas. Henri Roorda n'abandonne rien de son pacifisme et de sa tolérance, mais son « pessimisme joyeux » va prendre le dessus. Il donne pendant plusieurs années des chroniques facétieuses à des quotidiens de Lausanne et de Genève, publie un *Almanach Balthasar* à succès, poursuivi qu'il est par des soucis financiers récurrents. En 1925, il se tire une balle dans la tête, non sans avoir laissé sur sa table le manuscrit de *Mon Suicide*, aveu de l'échec de sa vie mais aussi défense et illustration du droit pour chacun de mettre fin librement à ses jours.

L'humour zèbre

Une exposition au Musée historique de Lausanne[1], ouverte jusqu'à la fin juin 2009, présente toute la modernité de l'ironie et de l'humour d'Henri Roorda. Elle met en images et en objets ses idées les plus subversives et les plus farfelues:

L'hirondelle vole avec la rapidité du zèbre, lequel, d'ailleurs, vole très rarement.

Nos oreilles n'ont pas de paupières; et, dans les circonstances ordinaires de notre vie, nous sommes condamnés, bon gré mal gré, à entendre le bruit que font les hommes.

Le catalogue[2] publié à cette occasion contient aussi les actes d'un colloque organisé en 2008, avec des contributions de Doris Jakubec (Roorda Van Eysinga et les lettres romandes), Gilles Losseroy (Roorda, anarchistes de père en fils), Tanguy L'Aminot (Roorda, pédagogue rousseauiste et libertaire), Roger Gaillard (Henri s'en va-t-en-guerre… contre la guerre), Carine Corajoud (Gilliard et Roorda, deux expressions pour une même action), Michel Froidevaux (Les Almanachs Balthasar) et Danièle Mussard (Du pessimisme joyeux au suicide sardonique).

Des lectures, des promenades et des débats ont lieu dans le cadre de cette exposition: sur l'École Ferrer de Lausanne le 26 avril, sur les anarchistes au bord du Léman le 7 juin, notamment. Le Cira y sera évidemment présent; il a largement contribué à l'exposition.

Les éditions Entremonde[3] publient aussi la brochure bilan sur *l'École Ferrer de Lausanne* de Jean Wintsch, son fondateur, avec un article de Charles Heimberg et une préface de Marianne Enckell. Enfin, les quatre Almanachs Balthasar et une anthologie sur le « pessimisme joyeux » sont publiés par les éditions Humus à Lausanne.

M. E.

1. www.lausanne.ch/mhl

2. 144 pp., ill., 25 francs suisses. On peut le commander au MHL ou aux éditions Humus, hum.fil@sunrise.ch

3. 80 pp., 8 euros, 12 francs suisses. Diffusion court-circuit en France; en Suisse: editions@entremonde.net

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

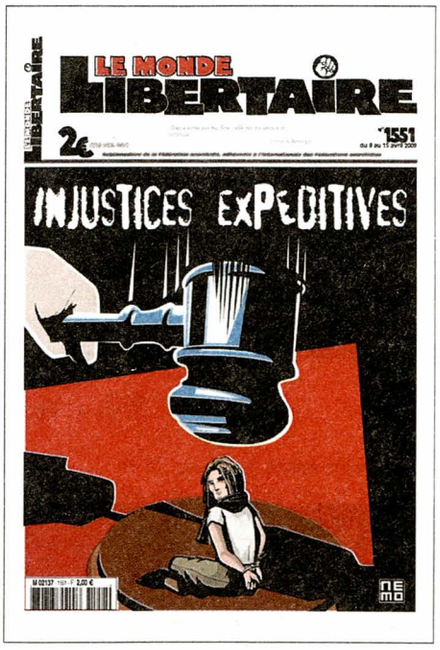
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format. pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Dijon
les crocs de la révolte

Malgré la forte mobilisation du 19 mars, le gouvernement reste sur son attitude méprisante. Il y a urgence à ne pas attendre le 1er mai ! Il faut le forcer à entendre la colère qui monte et les urgences sociales qui s'expriment. L'enjeu aujourd'hui est de savoir qui paiera la crise actuelle : celles et ceux qui n'en sont absolument pas responsables, les salariés, les chômeurs, les retraités ? Ou ceux qui se sont enrichi ces dernières décennies et qui sont les fautifs de la situation actuelle ?

Face aux urgences sociales et à la nécessité d'imposer les politiques alternatives, la question de la construction d'un mouvement d'ensemble, d'un mouvement de grève générale interprofessionnelle est posée. De plus en plus de voix se font entendre pour réclamer la mise en place d'un collectif à l'image du LKP avec une plate-forme de revendications. Ne nous satisfaisons pas des propositions globales et floues.

C'est pourquoi un peu partout en France se créent des collectifs qui regroupent tous les salariés du secteur privé comme du secteur public (CDI, titulaires, et précaires), les chômeurs, les lycéens, les retraités, tous les « sans « sans papiers, sans domicile fixe, sans travail, et tous les citoyens en désaccord avec cette politique du tout libéral favorisant les injustices selon le principe « les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres». Ils appellent à se rassembler et à s'organiser.

Des collectifs lancent un appel pour développer les mobilisations partout dans le pays et pour construire la convergence des luttes afin de répondre à la crise et à l'attaque généralisée du gouvernement et du patronat. Mobilisons nous pour qu'il y ait des plateformes de revendications au plan local comme au plan national.

Rentrons dans le concret comme en Guadeloupe. De la Maternelle à l'Université – Barri Callebaut – Hôpital Public – Amora – Valeo... Impulsons par la base ce qui ne peut se décréter par le haut ! Nous appelons chacun :

à s'associer aux différents secteurs actuellement en lutte,

à participer aux actions locales,

à organiser des Assemblées générales sur son lieu de travail,

à se rendre sur les piquets de grèves.

Manifestation unitaire le jeudi 16 avril, 19 h 30, place de la Libération, (apportez de quoi faire du bruit !). Et assemblée générale constituante du Collectif du 19 mars le vendredi 17 avril à 18 heures au Campus universitaire – Amphi Roupnel.

Contact internet :
collectif21du19mars@gmail.com

Le groupe Claaaaaash vous parle

Le samedi 5 avril à 19 h 30 le groupe Claaaaaash organisait à la Rôtisserie un repas de soutien aux copains et copines inculpés lors de la manifestation du 57 brumaire en soutien au groupe de Tarnac.

Hé oui ! Imaginez 30 000 personnes à la Rôtisserie, malgré le contre-sommet de L'OTAN à Strasbourg, qui ont trouvé le temps de venir se délecter du savoureux menu vegan-végé-bio-monsanto concocté par une bande de cuistots libertaires tous sourires.

Imaginez encore presque 1 200 000 euros qui ont été récoltés, assurant à l'évidence une aide financière nécessaire aux compagnons et compagnes.

Mais plus que ça, c'est un bonheur de voir que la solidarité ne reste pas lettre morte en ces heures sombres, et, tant par les fonds récoltés que par l'ambiance chaleureuse et le plaisir partagé, ces moments nous permettent de penser que toute la répression du monde ne nous fera pas plier tant que saura s'organiser l'entraide entre révoltés de toutes parts.

Aussi, puisque ces choses se font et qu'en plus nous y tenons, nous souhaitons remercier toutes celles et ceux qui se sont déplacés ce samedi et avec qui nous avons passé une excellente soirée.

C'était un communiqué express du groupe Claaaaaash, prochainement organisateur de vos dîners de mariage et autres bar-mitsvas.

Le groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Jeudi 16 avril

Jus de rue (08 h 30) Revue de presse, reportages et actualités sociales.

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson.

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 h 00) Actualité antimilitariste de l'Union Pacifiste.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Actualité lesbienne, gay, bi, trans, et autre.

Vendredi 17 avril

Place aux fous (13 h 00) The Bree Van De Kamp's, rock tendance *noisy*. Entretien avec Eldia. Une pop dans la lignée des Kinks, délicate et énergique à la fois.

Koumbi (16 h 00) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Actualité de l'espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro, pour la défense et la promotion de l'Espéranto.

Samedi 18 avril

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Autour du film *Nos désirs font désordre* et de la pièce *Les pieds dedans*, cabaret intime, de Stéphane Arnoux.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 h 00) Actualité de la littérature noire, BD et polar.

Tribuna latino-americana (19 h 00) Dépister la maladie du chagas, fréquente dans certains pays d'Amérique latine, avec le docteur Silvia Pedro Gomez, spécialiste bolivienne de cette maladie, à l'hôpital Tenon. Nouvelles du Salvador. Présentation du film *Seguir luchando para seguir existiendo* (Lutter pour continuer à vivre), long métrage documentaire réalisé en 2008 au sud du Chili par Christophe Harrison et Joffrey Rossi.

Dimanche 19 avril

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00) Actualité franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Pensée libre.

Folk à lier (12 h 00) Hommage à Jack Treese, avec sa compagne Catherine Daquin-Treese et des musiciens qui l'ont accompagné.

Echos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) Actualité cinématographique.

Lundi 20 avril

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) *Sade, Nietzsche*, d'après le spectacle au Guichet Montparnasse, tiré de *La philosophie dans le boudoir* et *Le crépuscule des idoles*.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Interview de Philippe Pignarre, à propos de son livre *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*.

Ça urge au bout de la scène (21 h 00) Actualité de la chanson.

Mardi 21 avril

Le Parisien libertaire (8 h 00) Actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Actualité anti-vidéosurveillance, contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartier (18h00) Hommage à un ami. Tous à vos germaniums.

Paroles d'associations (19 h 30) Pierre-Louis Basse pour son livre *Guy Môquet au Fouquet's*.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte sur le thème de l'OTAN.

Mercredi 22 avril

Court-circuit (09 h 30) Actualité de la philosophie, de l'art et de la politique.

Blues en liberté (10 h 30) Pot pourri printanier.

Sans toit ni loi (12 h 00) Actualité des mal-logés et de la précarité.

Le manège (14 h 00) Actualité de la littérature et du cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Florence Montreynaud et Marie Noëlle Bas des Chiennes de garde, à propos des déclarations de l'archevêque de Paris sur les femmes.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. Hugo Contival, peintre et en libération conditionnelle jusqu'en 2012.

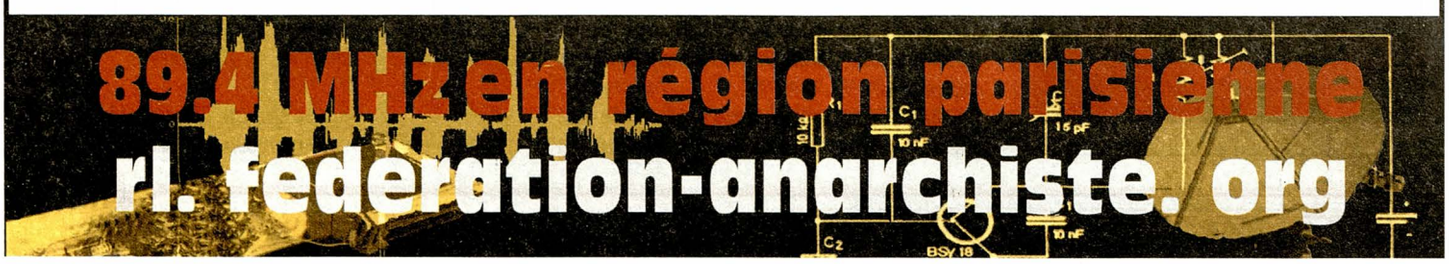
Jeudi 23 avril

Bibliomanie (15 h 00) Actualité des livres

Si vis pacem (18 h 00) Tchernobyl, un nucléaire si vil ! Le palindrome comme traitement contre la radioactivité.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art et anarchie.

Epsilonia (22 h 00) Musiques expérimentales.



Jeudi 16 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Jacques Bullot, à qui nous devons *Le gène du perce-neige*, le polar qui flingue les Ogm (Éd. du bout de la nuit, 2007), mais aussi *Amour, Raspail, Vavin* (Éd. du bout de la rue, 2008). Table de presse. Entrée libre. Athénée Libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Merci, Darwin : Les offensives créationnistes. Présentation de Olivier Brosseau, docteur en biologie, et auteur, avec Cyrille Baudouin, de *Les créationnismes : une menace pour la société française ?* (Syllepse, 2009) Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 17 avril

Cluny (71)

18 heures. Vernissage par Antonin Goyard, graphiste peintre lyonnais d' une exposition qui durera du 15 au 20 avril, sur la sécurité (ou comment au nom de la sécurité on réduit nos libertés). Salle de la Malgouverne, rue Mercière. Organisation : Le groupe libertaire de Saône-et-Loire et La Vache Noire. Entrée libre.

Samedi 18 avril

Paris XIe

16h30. Débats et chansons : Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture révolutionnaire avec Fred Bureau et Fred Alpi. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Lyon (69)

À 15 heures, encontre-débat avec les auteurs Charles Reeve, Hsi Hsuan-wou, auteurs de China Blues, voyage au pays de l'harmonie précaire, (Editions Verticales, 2008). Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Métro Saxe-Gambetta. Tél. : 04 78 61 02 25 librairie@lagryffe.net www.lagryffe.net

Mardi 21 avril

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Ecrivains et poètes engagés : Albert Camus et les libertaires. Présentation de Lou Marin, auteur du livre *Camus et les libertaires* (Éditions Egrégores). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Génin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 23 avril

Saint-Marcellin (38)

20 heures. Le groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée cinéma-débat autour du film *Chomsky et Cie*. Nous parlerons de la fabrication du consentement, des médias et du changement de la société. au cinéma Les Méliès, boulevard Riondel. Contact : laruerale@no-log.org

Vendredi 24 avril

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 heures. Le groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste est accueille Suzanne Weber, auteur, pour une soirée-débat sur la vieillesse en société occidentale et de quelques moyens de la réhabiliter. à la Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste vous invite à débattre autour de cette phrase d'Alain Minc : « Les syndicats essaient de canaliser tant bien que mal le mécontentement et donc de préserver l'ordre social. », à l'Atelier, 203, rue de Bourgogne.

Samedi 25 avril

Besançon (25)

Vernissage de l'exposition : « Les affiches des combattants de la liberté, Espagne 1936-1939-1975 », salle de l'Ancienne Poste. Jusqu'au 29 avril. Avec Wally Rosell et Ramon Pino, coordinateurs des livres sur le sujet.

Saint-Jean-en-Royans (26)

Le groupe La Rue Râle de la FA continue avec une journée sur la vieillesse : 13h30 débat sur la maison de retraite autogérée des Babayagas avec Thérèse Clerc, 16 heures projection du film *L'art de vieillir*, 17 heures table ronde de propositions avec mesdames. Weber et Clerc. Voir à vendredi.

Pont-en-Royans (38)

À partir de 19 heures : L'association Shaman (pour le soutien moral et financier des détenus) organise un concert avec Xavier Frathely Group (Jazz), la Orchestra del Tilo (Salsa), Rocking Ska Club (Ska) et Doei (Dub). à la Salle des Fêtes. Paf : 8 euros.

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire : réunion des lecteurs du Monde libertaire, organisée par le groupe Lairial. Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 3,1 rue du Pré.

Paris XXe

15h00. Fête du livre libertaire. Débat et chansons autour de la biographie de Joe Hill, avec Fred Alpi et Fred Bureau, traducteur de la biographie, et du livre de Larry Portis, « Histoire du fascisme aux États-Unis » et l'auteur. Il y aura en outre plein de livres d'occase. CNT, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. Métro Buzenval ou Avron.

Paris XIe

16h30. Isabelle Marinone, Historienne du Cinéma, viendra nous parler du réalisateur André Sauvage, à la suite de la publication de son ouvrage. *André Sauvage, un cinéaste oublié : De La Traversée du Grépon à La Croisière jaune*. La projection d'un des plus beaux documentaires de cet artiste, Les Etudes sur Paris (90 minutes – 1928), film très rare sera programmé à cette occasion. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

- Avec le temps -
La vieillesse dans notre société

- 24 et 25 avril -
Maison du Royans, 29 rue Pasteur
St Jean en Royans (26)

24 avril - 20h - La vieillesse en société occidentale

Débat avec Suzanne Weber, auteur de « Avec le temps : de la vieillesse dans les sociétés occidentales et de quelques moyens de la réhabiliter » (Editions libertaires)

25 avril - 13h30 - La maison des Babayagas

Débat avec Thérèse Clerc, co-fondatrice de la Maison des Babayagas, foyer de vie autogéré

16h - Film « L'art de vieillir »

Hommes et femmes de 77 à 90 ans entrelacent leur art de vieillir dans une plénitude inattendue...

17h - Table ronde de propositions

avec Suzanne Weber, Thérèse Clerc, et des concernées

Organisé par le Collectif libertaire La rue râle
en partenariat avec Activ'Royans
Contact : laruerale@no-log.org